



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Effectifs de police à Marseille

Question au Gouvernement n° 69

Texte de la question

EFFECTIFS DE POLICE À MARSEILLE

Mme la présidente . La parole est à M. Franck Allisio.

M. Franck Allisio . Dans un rapport rendu public hier par la Cour des comptes, nous apprenons que Marseille, deuxième ville de France, « aux enjeux sécuritaires hors norme », comme l'indiquent les magistrats, compte moins de policiers aujourd'hui qu'en 2016, à la veille de l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

Pire, les magistrats précisent que « Le différentiel entre entrées et sorties au sein des effectifs marseillais fait apparaître une nette dégradation du nombre de policiers affectés à Marseille entre 2016 et 2020, toutes filières confondues », période durant laquelle le Premier ministre s'appelait Édouard Philippe et le ministre de l'intérieur Christophe Castaner.

M. Pierre Cordier . Qu'est-il devenu ?

M. Franck Allisio . Et, bien sûr, le président était déjà Emmanuel Macron.

Alors que, depuis sept ans, le président et les siens proclament à longueur de visites leur attachement à Marseille, ces révélations résonnent comme une forfaiture, une trahison, un mensonge d'État pour les Marseillais et les Provençaux. Ceux-ci, comme tous les Français, ont plus que jamais besoin d'ordre et d'autorité. Avec ma collègue Gisèle Lelouis nous avons proposé, il y a plusieurs mois, un plan Marseille en ordre, autrement plus concret et efficace que le plan Marseille en grand – je le tiens à votre disposition.

Les Marseillais et les Provençaux n'attendent plus des paroles mais des actes. Alors, monsieur le ministre de l'intérieur, agissez ! Maintenant ! (*M. Sébastien Delogu s'exclame.*) Agissez en mémoire de Socayna Jean, étudiante de 24 ans, tuée d'une balle perdue alors qu'elle révisait ses examens dans sa chambre. Faites-le en mémoire de Nessim Ramdane, père de famille et chauffeur de VTC, dont l'assassin n'avait que 14 ans ! (Applaudissements sur les bancs du groupe RN et sur plusieurs bancs du groupe UDR.)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bruno Retailleau, ministre de l'intérieur . Nous avons reçu il y a quelques heures le rapport de la Cour des comptes que vous évoquez et nous allons l'expertiser, chiffre après chiffre : nous en tirerons les leçons.

Vous avez raison, les Marseillais, comme les Français,...

M. Jean-Paul Lecoq. Ce sont les mêmes !

M. Bruno Retailleau, ministresouhaitent que l'ordre républicain règne.

Il y a quelques heures, je me suis entretenu avec les trois policiers qui ont été blessés il y a quelques jours à La Castellane. À chaque fois qu'un gendarme ou qu'un policier est blessé, je le contacte pour m'assurer que les soins sont prodigués et attester de notre soutien.

M. Thibault Bazin . Très bien !

M. Bruno Retailleau, ministre . S'agissant des chiffres, permettez-moi de rappeler qu'à partir de septembre 2022, trois compagnies de CRS ont été affectées à Marseille, afin de renforcer le dispositif de sécurité. Ensuite, à la fin de l'année 2023, une compagnie de CRS de nouvelle génération, la CRS 81, qui repose sur le modèle de la CRS 8, de notoriété publique, a été déployée. Nouvelle génération, parce que ces compagnies sont très affûtées face aux violences urbaines et aux actions de haute intensité.

M. Ugo Bernalicis . Oui, mais les CRS ne font pas d'investigation !

M. Bruno Retailleau, ministre . Autrement dit, nous avons engagé dans un premier temps des renforts à hauteur de 180 policiers, auxquels il convient d'ajouter désormais la CRS 81.

J'ai également décidé, lorsque les différentes promotions sortiront des écoles de police, d'affecter soixante-quinze jeunes gardiens de la paix supplémentaires.

M. Ugo Bernalicis . Ce n'est pas ce qu'il faut !

M. Bruno Retailleau, ministre . Certes, la question des effectifs est importante. Toutefois, elle ne suffira pas à régler le problème du narcobanditisme. *(Applaudissements sur les bancs du groupe DR.)* Permettez-moi, à cet égard, de saluer les policiers marseillais qui ont conduit le patron du clan Yoda en prison.

Avec mon collègue ministre de la justice, je me rendrai prochainement à Marseille. Nous devons faire de la lutte – de la guerre, même, oserai-je dire –, contre le narcotrafic et le narcobanditisme une cause nationale, comme cela a été fait il y a dix ans en matière de terrorisme. Ne doutez pas un seul instant de notre détermination. *(Applaudissements sur les bancs du groupe DR.)*

M. Thibault Bazin . Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Franck Allisio](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (12^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 69

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 octobre 2024